

Tjenbé Rèd!



*Pour un dialogue efficace  
sur l'homophobie et le sida  
en France ultramarine*

*(Propositions de Tjenbé Rèd  
à Monsieur Yves Jégo,  
secrétaire d'État chargé de l'outre-mer)*

*Paris, lundi 25 mai 2009  
Communication n°TR09POL19A*

Monsieur le Ministre,

Un sympathisant de notre association, né aux Antilles, nous racontait un jour l'histoire suivante, son histoire : bien que se sentant homosexuel depuis l'adolescence, il s'était marié en raison des convenances. Devenu père de famille, il n'avait pu, à une certaine époque, continuer à garder pour lui ce qu'il était. Il avait avoué la vérité à sa femme. Celle-ci, se sentant trahie, avait révélé son orientation sexuelle au cours d'un conseil de famille improvisé dans la foulée. Il avait alors dû quitter les Antilles, gagner l'Hexagone. Un jour, son frère, gravement atteint par un cancer, vint s'y faire soigner. Seul membre de sa famille susceptible de le visiter, notre sympathisant apprit avec retard cette arrivée (il n'en avait pas été prévenu) et se précipita pour l'assister. Son frère refusa de le voir.

Un autre sympathisant de notre association, dont les deux parents sont nés aux Antilles, arriva un jour avec ses valises sur le pas de notre porte : sa mère venait de trouver des documents de notre association dans son sac, une explication s'en était suivie, son père l'avait insulté et menacé de mort.

Voilà, Monsieur le Ministre, la raison même de notre combat : œuvrer, par un dialogue résolu avec nos sociétés ultramarines, à la meilleure entente dans les familles, faire en sorte que l'homosexualité ne cause plus de tels drames familiaux. Non pas d'ailleurs que cette homophobie contre laquelle nous luttons soit un monopole de l'outre-mer ; simplement, l'homophobie ultramarine présente des spécificités qui nous paraissent nécessiter des politiques spécifiques.

\* \*  
\*

Le 17 avril dernier, au palais de la Mutualité, *Tjenbé Rèd* attirait votre attention sur trois sujets :

1°) Les jeunes ultramarins mis à la rue par leur famille en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre ;

2°) La prévalence singulière du VIH/sida en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique, départements français les plus touchés ;

3°) Les attitudes et vexations homophobes parfois subies par les touristes LGBT (lesbiennes, gais, bi & trans), au détriment du développement du tourisme, en France ultramarine.

Sur ces questions comme sur d'autres, depuis notre fondation le 1er mai 2007, nous menons un dialogue exigeant avec nos compatriotes ultramarins, en France ultramarine ou hexagonale. Parfois délicat, ce dialogue porte ces fruits : chaque mois, nous ouvrons de nouvelles portes, nous trouvons de nouveaux interlocuteurs. Nous avons le sentiment, en deux ans d'existence, d'avoir mis sur la place publique ces sujets souvent tus (*an ba fey*, selon l'expression antillaise) et d'avoir ainsi permis à nos sociétés ultramarines d'avancer vers un regard plus serein, moins passionnel.

Ainsi, le député de Martinique, maire de Fort-de-France, Monsieur Serge Letchimy, écrivait-il, dans la préface qu'il a bien voulu donner à notre rapport 2007 : *«Défendre le droit des personnes à vivre dignement leur sexualité dans le respect des préférences de chacun, sans avoir à subir sarcasmes, agressions ou exils, sans avoir à se cacher ou à se renier, n'implique pas de faire l'apologie de l'homosexualité mais simplement d'avoir le courage de s'opposer aux clichés et aux stigmates qui réduisent des individus, comme ailleurs les personnes de couleur ou de religion différentes de celles de la majorité, à quelques stéréotypes grossiers et caricaturaux.»*

Ce travail de dialogue, nous souhaitons aujourd'hui demander à l'État d'y prendre pleinement part afin de le faire avancer de manière décisive et durable.

\* \*  
\*

## 1°) Concernant les jeunes ultramarins mis à la rue par leur famille en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre

Nous avons développé un programme, dénommé *Bangas* (comme ces maisonnettes construites par les jeunes Mahorais au moment de l'adolescence), destiné à soutenir ces jeunes.

Notamment, les ruptures familiales que nous avons observées surviennent généralement entre 17 et 25 ans, soit un âge où l'orientation scolaire et professionnelle se joue. Bien souvent, dans ces circonstances, cette orientation devient le cadet des soucis des jeunes concernés, d'autant plus qu'ils y voient une sorte d'injonction parentale qu'il faudrait combattre au même titre que celle, toujours formulée, du «*retour à l'hétérosexualité*» (sic).

De même, la protection de la santé devient secondaire, pour des raisons similaires, et ce alors que nos communautés sont plus concernées par les questions du VIH ou de la sursuicidalité. Nous avons observé qu'aucune solution publique ou associative ne permet d'assister globalement ces jeunes dans l'urgence, en-dehors de notre programme *Bangas* : c'est pourquoi nous les accompagnons dans ce cadre, essayant, chaque fois que cela est possible, de les mettre en relation avec d'autres acteurs publics ou associatifs qui peuvent, de manière plus ponctuelle ou plus durable, prendre le relais.

Dans ce cadre, nous souhaitons un soutien de votre part. D'une part, nous souhaitons que votre administration nous aide à entrer en relation avec les acteurs en contacts avec la jeunesse outre-mer (centres d'information et d'orientation, maisons des jeunes, forces de polices) et à mettre sur pied une campagne d'information autour de ce programme. D'autre part, il nous paraît légitime de solliciter un soutien financier à ce programme, coûteux notamment en temps (nous avons un salarié) : nous envisageons un soutien de 4.000 euros dans ce cadre pour notre exercice en cours.

\* \*  
\*

## 2°) La prévalence singulière du VIH/sida en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique, départements français les plus touchés

Les DFA (départements français d'Amérique : Guadeloupe, Martinique, Guyane) sont deux à douze fois plus frappés par le VIH/sida que les DFE (départements français d'Europe).

Ainsi, selon l'Institut de veille sanitaire (InVS), pour 2005, les taux les plus élevés de découvertes de séropositivité VIH notifiées en 2005 sont observés en Guyane (891 par million d'habitants), à Paris (336), en Seine-Saint-Denis (226), en Guadeloupe (196), en Martinique (190), dans le Val-de-Marne (168), dans le Val-d'Oise (145) et dans l'Essonne (104).

Pour 2005 encore, dans les seuls DFA, le taux moyen de découvertes de séropositivité VIH notifiées en 2005 est de 318 par million d'habitants, soit cinq fois plus qu'en France hexagonale (où ce taux est de 62).

Par ailleurs, toujours selon l'InVS, pour 2006, le nombre de sérologies confirmées positives rapporté à la population représente à l'échelle nationale 178 cas par million d'habitants en 2006. Ce taux est beaucoup plus élevé en Guyane (2.077 par million), en Guadeloupe (861), en Ile-de-France (492) et en Martinique (409) que dans les autres régions (entre 29 et 156 par million).

Le président de la République avait notamment écrit à notre délégué général, qui l'interrogeait en 2007 sur cette question : *«Je propose d'adapter notre politique de prévention à la spécificité de ces départements, dans lesquels la maladie se heurte à de nombreux tabous et qui connaissent des flux permanents de touristes, de saisonniers et de migrants. Parce que ces départements connaissent aujourd'hui une situation particulière en matière de contamination par le sida, ils doivent bénéficier de moyens particuliers»* (Nicolas Sarkozy, 18 avril 2007).

Dans ce cadre, nous souhaitons un engagement public de votre part, par exemple à l'occasion ou dans la perspective du prochain Premier-Décembre (*XXIIème Journée mondiale de lutte contre le sida*), qui ne méconnaîtrait pas la question de l'orientation sexuelle et qui associerait, par exemple, les éluEs de l'outre-mer, dont trop peu sont membres de l'association *Élus locaux contre le sida*. D'autre part, il nous paraît légitime de solliciter un soutien financier à nos actions en la matière : nous envisageons un soutien de 3.000 euros à ce titre pour notre exercice en cours.

\* \*  
\*

### **3°) Les attitudes et vexations homophobes parfois subies par les touristes LGBT (lesbiennes, gais, bi & trans), au détriment du développement du tourisme, en France ultramarine**

S'il convient de ne pas dresser un tableau excessif de la situation (des touristes LGBT se rendent évidemment en France ultramarine sans être mal reçus), il nous faut cependant relever des situations pénibles, nombreuses ou trop nombreuses, qu'une politique publique peut réduire. Nous recevons par exemple les témoignages suivants :

Des touristes gais qui se sont plaints du mauvais accueil qui leur avait été réservé à l'hôtel lorsqu'ils avaient demandé un grand lit ou au restaurant. Un touriste s'est retrouvé avec un fusil à canon scié pointé sur son torse sur une plage. A cause de cette homophobie, certaines agences de voyage ne proposent jamais les destinations ultramarines à certains de leurs clients.

Des politiques volontaristes peuvent être menées en la matière, qui doivent dépasser le simple étalage de bonnes intentions pour véritablement entrer dans le cadre d'une démarche économique et stratégique. Ainsi, il est regrettable que le Conseil économique et social n'ait pas évoqué, dans un rapport retentissant sur le tourisme ultramarin rendu en 2007, l'initiative du Comité du tourisme de La Réunion qui, depuis novembre 2004, affirme sa volonté de cibler la clientèle gay et lesbienne à l'aide de la première *Charte d'Accueil Gay-Friendly* d'Outre-Mer (une démarche semblable existant par ailleurs, en France hexagonale, au Mans, dans le Gers ou en Provence).

Une donnée nous paraît éclairante : La Réunion connaît une forte hausse de sa fréquentation touristique (4% en 2008, selon une étude menée par L'Île de La Réunion Tourisme et par l'Insee), dans un contexte régional moins florissant (seulement 2,6% de hausse à Maurice et même 1,4% de baisse aux Seychelles). On connaît, par ailleurs, les données actuelles du tourisme aux Antilles.

Dans ce cadre, nous souhaitons un soutien de votre part : nous estimons ainsi possible que vous proposiez à l'ensemble des organismes de tourisme ultramarins d'évaluer voire de décliner la démarche réunionnaise, ou que vous nous souteniez dans une telle proposition. D'autre part, il nous paraît légitime de solliciter un soutien financier à nos actions en la matière, notamment à nos déplacements sur place pour rencontrer les acteurs économiques locaux : nous envisageons un soutien de 4.000 euros à ce titre pour notre exercice en cours.

\* \*  
\*

De manière globale, ces questions tournent évidemment autour de la question centrale de l'homophobie. C'est pourquoi nous sollicitons également un engagement de votre part sur ce thème spécifique. Notamment, nous serions heureux de vous accueillir en tête du cortège de la Marche des fiertés LGBT, samedi 27 juin prochain, comme nous avons accueilli, l'an dernier, Monsieur Patrick Karam, délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer.

En cet espoir, nous vous prions, Monsieur le Ministre, d'agréer l'expression de nos salutations républicaines.

- - -  
*Pour Tjenbé Rèd,*  
*le secrétaire général,*  
*Yann Carl*  
- - -

---

Contact

---

06 10 55 63 60 - [tjenbered@hotmail.fr](mailto:tjenbered@hotmail.fr)

[8] 19 mai 2009 - *Yves Jégo reçoit Tjenbé Rèd* - Communiqué de presse n°TR09POL19

<http://www.tjenbered.fr/2009/20090519-00.pdf>

[7] 18 avril 2009 - *États généraux de l'outre-mer : Tjenbé Rèd interroge Yves Jégo sur l'homophobie et le sida* - Communiqué de presse n°TR09POL10

<http://www.tjenbered.fr/2009/20090418-00.pdf>

[6] 4 février 2009 - *Madame de Grandmaison, encore un effort pour développer le tourisme dans notre Martinique (Lettre à la présidente du Comité martiniquais du tourisme)* - Communication n°TR09SOC09

<http://www.tjenbered.fr/2009/20090204-00.html>

[5] 5 janvier 2009 - *Lettre au Président du groupe Outre-Mer du Conseil économique, social & environnemental portant demande d'entretien au sujet du VIH/sida et de la condition des personnes LGBT (lesbiennes, gaies, bi & trans) en France ultramarine (Suite au Forum d'Téna du 9 décembre : «Une ambition pour les Outre-Mers, un enjeu pour l'Europe»)* - Communication n°TR09SOC03

<http://www.tjenbered.fr/2009/20090105-40.pdf>

[4] Site Internet La-Reunion-Tourisme.com (site officiel du Comité du Tourisme de La Réunion)/

Charte d'Accueil Gay-Friendly Réunion

[http://www.la-reunion-tourisme.com/\\_doc/chartegay.pdf](http://www.la-reunion-tourisme.com/_doc/chartegay.pdf) [fr]

<http://www.tjenbered.fr/2004/20041130-89.pdf> [fr]

<http://www.la-reunion-tourisme.com/gay-friendly/charte-fr.htm> [en]

<http://www.tjenbered.fr/2004/20041130-88.pdf> [en]

[3] *Stratégie de croissance pour l'Outre-Mer*, novembre 2008 (cf. pp. 6, 8, 10, 15, 18, 21 et 46)

<http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/Stracom.pdf>

<http://www.tjenbered.fr/2009/20081130-89.pdf>

[2] Lettre de Nicolas Sarkozy, candidat à la présidence de la République, à David Auerbach Chiffirin, en date du 18 avril 2007

<http://www.tjenbered.fr/ana/2007/20070418-00.pdf>

[1] 11 juillet 2006 - *An Nou Allé invite le Comité martiniquais du tourisme à plus de pragmatisme*

*et à moins d'homophobie* - Communiqué n°ANA2006/11

<http://www.tjenbered.fr/ana/2006/20060711-00.html>

---

© TJENBÉ RÈD ! Mouvement civique pour l'action & la réflexion  
sur les questions noires, métisses & LGBT  
(lesbiennes, gaies, bi & trans) en France ultramarine & hexagonale  
Association loi 1901 fondée le 1er mai 2007, déclarée le 24 mai 2007,  
Journal officiel du 16 juin 2007  
CCP Paris 5355746U | IBAN FR94 2004 1000 0153 5574 6U02 070 | BIC PSSTFRPPPAR |  
SIRET 500 965 678 00013 | NAF/APE 9499Z  
Membre du Comité consultatif des associations ultramarines  
près la Délégation interministérielle pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer  
Membre du Comité LGBT près la HALDE |  
Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité  
Membre de l'UNOM | Union nationale de l'outre-mer français  
Membre du RAAC-sida | Réseau des associations africaines et caribéennes agissant en France  
dans la lutte contre le sida  
Membre du CollectifDOM | Collectif des Antillais, Guyanais, Réunionnais & Mahorais  
Membre du CRAN | Conseil représentatif des associations noires en France  
Membre associé, Observateur de la Fédération française des Centres LGBT  
Membre du collectif UCIJ | Uni(e)s contre l'immigration jetable  
Stop Murder Music France, relais du réseau Stop Murder Music en France  
Signataire de la Charte francilienne des intervenants en éducation pour la santé  
et membre du Schéma régional d'éducation pour la santé en Île-de-France  
Signataire de la Charte de la Coordination française pour le droit d'asile  
Signataire de l'Appel pour un moratoire universel sur la peine de mort lancé le 6 août 2007  
par la Coalition mondiale contre la peine de mort  
Signataire du pacte interassociatif Ni Pauvre, Ni Soumis du 4 février 2008  
Soutien du collectif DroitsEtProstitution  
Courriels : [contact@tjenbered.fr](mailto:contact@tjenbered.fr) | MSN : [tjenbered@hotmail.fr](mailto:tjenbered@hotmail.fr) |  
Myspace : <http://www.myspace.com/tjenbered> | Site Internet : <http://www.tjenbered.fr/>  
Ligne d'écoute et d'information : +33 (0)6 10 55 63 60 (24h/24, répondeur à certaines heures)  
Siège national : 113, boulevard Voltaire, 75011 Paris

---